

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 NOVEMBRE 1958

3^e Circonscription de Loire-Atlantique

CENTRE RÉPUBLICAIN

(U. D. S. R.)

Mes Chers Concitoyens,

Je remercie les 11.768 électrices et électeurs qui ont voté pour moi dimanche dernier et, en particulier, ceux de SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE et du 4^e Canton de NANTES qui, me connaissant bien m'ont placé au 1^{er} tour en tête dans ce Canton, justifiant ainsi l'action que j'ai menée depuis six ans.

Je leur demande de me renouveler leur confiance pour le 2^e tour et aux abstentionnistes encore nombreux, je demande instamment de faire preuve de civisme et d'accomplir leur devoir de citoyen.

Je m'engage à préserver et à défendre les libertés essentielles, ainsi que toutes valeurs spirituelles si nécessaires à notre époque où l'évolution de la technique et de la science risque d'installer dans le monde une véritable technocratie.

Tous les partis nationaux sont d'accord sur les grands problèmes de l'heure, et il est symptomatique de voir le leader du parti socialiste faire un appel à tous les Français : « Je suis convaincu que nous changerons la figure de notre Pays le jour où nous pourrons unir sur les terrains politique et social tous les hommes sans distinction de croyances philosophiques ou religieuses ».

C'est cet esprit d'union totale qui nous permettra de construire la France nouvelle que veut le Général de Gaulle. Elle rassemblera les hommes de bonne volonté, pour la mise en place d'institutions sociales et économiques qui donneront à chacun le bien-être souhaitable.

Cette France nouvelle, grâce à son Agriculture et à son Industrie modernisées, par sa jeunesse et sa force, sera ainsi appelée à tenir dans l'Europe en voie de réalisation la place prépondérante qui lui revient.

Fort de votre confiance, je m'emploierai de toutes mes forces à atteindre ces BUTS.

Docteur VERBE Marcellin

U. D. S. R.

Ancien Prisonnier

Ancien Déporté de la Résistance

Maire de SAINT-SEBASTIEN-sur-LOIRE

Conseiller Général du 4^e Canton

REEMPLAÇANT :

BERNIER René

Ingénieur

Déporté de la Résistance

Chef départemental du réseau

« Ceux de la Libération »

Chevalier de la Légion d'Honneur

Médaille de la Résistance

Croix de Guerre

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

(N° 12345)

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Il vous prie de vouloir bien lui adresser, par la même occasion, le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

Le Ministre de l'Interieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez soumis le 15 courant, relatif à l'application de la loi du 10 août 1925 sur le régime des communes.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR